



PIERRE SIRAMY
AVEC LAURENT LÉGER

25 ANS DANS LES SERVICES SECRETS

Pourquoi les dossiers des ministres disparaissent-ils des archives de la DGSE quand ces derniers entrent au gouvernement? Pourquoi des enquêtes sont-elles menées sur des journalistes? Quel est le dossier qui a permis à Jacques Chirac d'affronter les États-Unis à propos de l'Irak? Quels sont les secrets qu'a voulu cacher Charles Hernu? Quel futur ambassadeur de France le FBI a-t-il essayé de compromettre? Pourquoi la Piscine – son surnom – a-t-elle été chargée de démanteler une filière d'immigration clandestine à l'aide de balises Argos?

Mémoire de la DGSE, Pierre Siramy raconte de nombreuses affaires et faits d'armes inédits de ce service d'espionnage, le plus secret de la République. Derrière les hauts murs ultra-protégés des services secrets, là où le commun des mortels ne pénètre jamais, on ouvre avec lui les dossiers sensibles des 25 dernières années. Son témoignage – unique – dévoile aussi le dessous du recrutement des « sources » par les agents secrets et les techniques sophistiquées du renseignement, et se double d'un récit où, loin du mythe de James Bond, les luttes de clans, les directives émanant de petits chefs tatillons, la docilité au pouvoir politique conduisent parfois à faire oublier que la DGSE est, avant tout, un service d'élite au service de la France.

PIERRE SIRAMY est le pseudonyme sous lequel l'auteur a travaillé 25 ans à la DGSE, avant de prendre sa retraite de sous-directeur d'administration centrale en novembre 2009. Il signe ce livre avec LAURENT LÉGER, journaliste à Charlie Hebdo, auteur notamment de Tapie-Sarkozy, les clés du scandale, et de Cécilia, la face cachée de l'ex-Première dame (avec Denis Demonpion), chez Pygmalion.

Flammarion

Prix France : 21 €
ISBN : 978-2-0812-3261-7



Portrait de Pierre Siramy par Michèle Constantin © Flammarion

Création Studio Flammarion
10-III P



PIERRE SIRAMY
AVEC LAURENT LÉGER
25 ANS DANS LES
SERVICES SECRETS

TÉMOIGNAGE

Flammarion

Dulcie September, un crime impuni en plein Paris

Mardi 29 mars 1988. Une figure de la résistance à l'apartheid en Afrique du Sud est assassinée en plein Paris. Abattue de cinq coups de feu tirés en pleine tête à l'aide d'un silencieux, Dulcie September tombe au petit matin, dans la cour de l'immeuble abritant les locaux du Congrès national africain, l'ANC, 28, rue des Petites-Écuries. Elle était chargée de gérer les fonds versés au parti de Nelson Mandela, son chef historique et futur président sud-africain, et à la lutte contre l'apartheid.

L'assassinat a eu lieu sur le sol français et les autorités n'aiment pas ça. Dès le lendemain, la presse s'empare de l'affaire et évoque différentes pistes. Dulcie September enquêtait sur un trafic d'armes¹

1. En dépit de l'embargo sur les armes imposé à Pretoria par la communauté internationale, de nombreuses entreprises plus ou moins proches de la sphère publique commercent discrètement avec Pretoria. Aérospatiale, l'entreprise française alors nationalisée, est déjà l'un des partenaires privilégiés de l'Afrique du Sud.

entre Paris et Pretoria, assurent les journaux. Rapidement, la thèse d'un assassinat mené par les services de renseignements de Pretoria prend de l'ampleur. Celle qui fait office d'ambassadrice de l'ANC n'est plus, à l'époque, en odeur de sainteté au sein de son groupe : cette figure du mouvement est même soupçonnée de détournement d'argent. Du coup l'hypothèse d'un règlement de comptes interne fait également son chemin... ce qui arrangerait bien les affaires de la France qui, selon ce que suggère la presse à demi-mot, aurait aidé les Sud-Africains à commettre le crime. Des soupçons qui font frémir dans les services d'État, craignant de découvrir qu'une cellule secrète nichée dans une administration de l'Intérieur ou de la Défense aurait pu tremper dans cette sale affaire. Le général François Mermet, directeur général du Service, prend contact avec le premier secrétaire de l'Ambassade d'Afrique du Sud à Paris. Ce dernier, un militaire haut gradé, est l'homme du renseignement de Pretoria en France. Mermet le prévient :

— C'est inadmissible. Réglez vos comptes chez vous !

— Les choses évoluent lentement. Nous subissons des luttes de clans...

Le pouvoir à Pretoria est en effet traversé de courants contraires qui freinent le processus d'ouverture.

Le Service lui aussi mobilisé

L'Afrique du Sud est au ban des nations et, avec Paris, Pretoria joue un drôle de jeu. Il y a eu l'affaire Albertini, du nom de ce jeune coopérant français arrêté

là-bas pour avoir refusé de témoigner à charge contre cinq Noirs proches de l'ANC, soupçonnés d'un soi-disant « complot terroriste » par les Sud-Africains. Les relations entre les deux pays, après un sérieux coup de froid, se sont néanmoins réchauffées : des négociations secrètes ont abouti à la libération de Pierre-André Albertini. À l'Élysée, François Mitterrand, tout en dénonçant publiquement le régime d'apartheid (il refuse en 1987 les lettres de créances du nouvel ambassadeur sud-africain), apprécie ce dénouement.

Bref, tous les services de police sont sur les dents. À parier que, dans les jours à venir, le chef du contre-espionnage me demandera de gratter pour voir si nous n'aurions pas dans les archives du Service quelque chose d'intéressant sur Dulcie September. Bien sûr, on est en dehors de nos grandes et nobles missions, mais cet assassinat est tellement politique que les services secrets sont eux aussi engagés dans la recherche des assassins.

Dans l'après-midi même de ce mardi 29 mars, comme prévu le chef CE me convoque. J'attends depuis le matin cette « invitation » dont je connais déjà l'objet. Je descends quatre à quatre. Il n'y a pas de temps à perdre. La fiche qui me sera commandée ne sera pas pour demain, mais pour hier...

La secrétaire du chef du contre-espionnage m'annonce que le patron m'attend immédiatement et me reproche mon retard. Elle a l'air courroucé comme si elle avait endossé le costume du colonel, dernier commandant d'une harka à cheval avec un cure-dent coincé entre deux incisives. Je frappe à la porte, un vague mot fait écho qui doit me dire d'entrer. De toute façon, je suis déjà dans la pièce.

— Alors, Siramy, on prend du bon temps...

— Non, mon colonel, je recherchais de la documentation sur Dulcie September.

— Vous avez raison. Il me faut une biographie imaginative pour ce soir, même si on n'est pas particulièrement compétent dans le domaine, on ne sait jamais, on peut dénicher des choses étonnantes. Vous voyez ce que je veux dire...

Le chef du contre-espionnage me fait part de sa crainte de trouver des Français dans l'équipe qui a assassiné Dulcie September. Je remonte dans mon bureau me plonger dans les quelques dossiers d'archives du secteur que j'ai trouvés. Rien de bien particulier, des articles de presse, des liens avec les mouvements communistes internationaux. J'effectue les criblages habituels, sans résultat. Je rédige une note blanche, c'est-à-dire sans en-tête et comportant juste le numéro d'ordre du contre-espionnage, sur la responsable de l'ANC à Paris. Éléments d'identité et relations politiques françaises voisinent avec un descriptif des difficultés avec des membres de son équipe. Je passe sous silence ses problèmes financiers, la source de cette information n'est pas sûre. Je n'écris pas non plus que son camarade de lutte, Godfrey Motsepe, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat le mois précédent à Bruxelles. Il dirigeait l'antenne de Belgique de l'ANC. Il n'y a pas de relation évidente entre les deux événements même si j'ai l'intime conviction qu'il pourrait y en avoir une. L'arme employée, le *modus operandi*, l'environnement politique, bref une série d'éléments plaident pour une opération groupée. Rien de probant pourtant, mais il me faut questionner ma source belge, Claude M.¹...

1. Lire chapitre 7.

Impossible que celui qui se dit « journaliste d'investigation » n'ait pas suivi l'affaire.

Et si des anciens de la DGSE étaient mouillés?

Je transmets ma fiche au chef. Il ne dit rien mais pense comme moi : nous sommes vraiment creux sur le sujet. Je lui raconte l'histoire Motsepe et le fait que je veux interroger Claude M. sur le sujet. Nous marchons sur des œufs. Non seulement il vaut mieux éviter de créer de faux espoirs, mais en plus il s'agit d'éviter de nous embarquer sur une piste délicate qui pourrait mettre en cause d'anciens membres de la Boîte et plus particulièrement du Service action. Je suis très attentif à ceux qui, après des années de services loyaux dans ce service d'élite, hommes implacables et rigoureux, sombrent dans le mercenariat. Une occupation évidemment plus rémunératrice mais qui leur permet surtout de poursuivre l'activité animant leurs tripes au plus profond d'eux-mêmes et dont la Boîte se moque si souvent. Peut-être, à leur image, suis-je un mercenaire qui ne tient dans ses mains qu'une plume ? Je souhaite pourtant qu'elle soit une arme capable de montrer que la DGSE est aussi un organisme composé d'hommes et de femmes convaincus du sens de l'État et pas seulement de petits carriéristes confondant administration et services secrets.

De retour dans mon bureau, je dévore l'ensemble des coupures de presse sur Dulcie September et sur Motsepe. Instinctivement, je sens qu'il y a un lien. Mais toujours rien à rajouter dans mon rapport.

Quant aux renseignements obtenus par notre représentation bruxelloise, ce ne sont que des articles du journal *Le Soir*. On ne dispose même pas de la biographie de Motsepe. Affligeant.

Le lendemain matin, j'appelle Claude. Nous communiquons sur une ligne dédiée, un numéro de téléphone complètement démarqué de la Boîte, et conversons en termes sibyllins, grâce aux mots les plus neutres possibles. Enfin, tout est relatif.

— Salut Claude, c'est Pierre.

— Salut, Pierre, qu'est-ce qui t'amène ?

— Tu n'as rien de nouveau sur ce qui se passe.

— Ah, tu veux parler de l'histoire Dulcie.

— Oui, par exemple...

— Rien de spécial, nous avons notre histoire aussi avec Motsepe.

— Tu es où là ?

— À Paris.

— Il faut qu'on essaye de voir.

— Oui, la semaine prochaine, je suis libre tous les midis.

— Disons, mardi prochain, à l'endroit habituel.

Je suis déçu par ce rapide entretien. J'attendais plus, un scoop, qui sait le lien entre les opérations Motsepe et Dulcie September. On verra bien mardi au déjeuner. Ceci ne m'empêche pas de continuer à fouiller. La documentation ouverte me laisse sur ma soif, la documentation fermée n'est guère plus fructueuse. J'ai pourtant lancé les archives centrales qui rassemblent tous les documents arrivant au Service, sauf ceux touchant aux sources qui sont classés à part. Je ne suis vraiment pas satisfait et grogne dans mon coin. Cette affaire m'intrigue.

Le reste de la semaine est occupé à chercher dans tous les sens la motivation profonde de cet assassinat. Règlement de comptes au sein de l'ANC ? Lutte interne sur le territoire européen ? Coup des services de renseignements sud-africains ? Les différents services d'enquête des différents ministères comme le Quai d'Orsay et la presse tournent en rond...

Rendez-vous urgent

Dans la nuit du vendredi au samedi, le téléphone réservé à mes contacts se met à vibrer puis à sonner. Je décroche.

— Allô, c'est Claude.

— Bonjour, Claude, quelle heure est-il ?

— 4 heures du matin.

— Qu'est-ce qui t'amène à cette heure-là ?

— Tu m'as parlé de choses l'autre jour. Il faut qu'on se voie le plus tôt possible. J'ai des éléments qui vont t'intéresser.

Encore dans les brumes du sommeil, j'ai du mal à recoller les morceaux. Serait-il en train d'évoquer Dulcie ? Je ne lui pose pas la question, toujours prudent, y compris vis-à-vis de ma femme que je ne souhaite pas associer à cette affaire.

— On dit 12 heures, l'autre endroit.

— OK, à tout à l'heure.

Il faut toujours avoir au moins deux ou trois endroits de contact pour des raisons de sécurité. On ne sait jamais. On indique toujours soit l'endroit habituel, l'autre endroit ou, pour le troisième, l'endroit où

on s'est déjà rencontré. Petites phrases codées mais claires.

Je me rendors immédiatement.

Le matin, réveil à 8 heures. Nous sommes samedi. Il y a bien longtemps que Claude ne m'a pas téléphoné en urgence. Après une bonne douche, je m'habille décontracté. Avec lui, pas de problème, on doit se retrouver dans un restaurant chinois du côté de Belleville. À 11 heures, je quitte l'appartement, la tête vide de toutes les extrapolations accumulées depuis trois jours. Il faut que je sois pleinement réceptif, même si j'ai des doutes sur la qualité de l'information qu'il va me donner.

Après une bonne heure de transports en commun – que j'ai en horreur –, je retrouve mon contact, déjà là, ce qui est rare avec lui, attablé au *Chinatown*, en plein Belleville. À mon arrivée, il se lève comme monté sur ressort et me serre la main chaleureusement. Je connais ses gestes. S'il agit comme ça, c'est qu'il a peur. J'essaye tout de suite de le rassurer.

— Allons, Claude, tu m'as l'air bien nerveux...

— On le serait à moins... Hier soir, avec Antonia Soton, une ancienne d'Occident, qui me donne des informations sur l'extrême droite, je suis allé au bar Washington, près de la place de l'Étoile.

— Tu sors avec elle ?

Les joues de Claude rosissent. Je crois qu'il aimerait bien, mais qu'il n'arrive pas à conclure.

— Non, non... Elle voulait me présenter ses amis.

— Oui et alors ?

— Alors, Pierre, j'ai rencontré deux types impliqués, l'un qui se dit l'assassin de Dulcie September l'autre qui prétend s'être attaqué à Motsepe. C'est un mercenaire, un franco-sud-africain, un certain

Richard Rouget qui se fait appeler Sanders. Il avait déjà plusieurs bières à son actif et s'est vanté de son action contre Motsepe et Dulcie.

— Tu as d'autres informations sur lui, comment est-il ?

Un mercenaire français en cause

Claude me le décrit, un athlète rouquin. Il me dresse un rapide portrait de l'intéressé. Étudiant à l'université d'Assas dans les années 1970, il monte vite dans l'organigramme de structures d'extrême droite comme le syndicat étudiant GUD ou Occident. Rouget rejoint l'armée qu'il quitte en 1984 comme sous-lieutenant pour rejoindre aux Comores l'équipe de Bob Denard¹, un ancien militaire de carrière devenu par la grâce des armes et des services l'un des principaux mercenaires en Afrique pendant quelques décennies. Aux côtés de celui qu'on a appelé le « chien de guerre », Richard Rouget prendra le pseudonyme de Sanders. Il s'installe en Afrique du Sud en 1987 où il représente deux sociétés françaises, la Société Essor International Ingénierie et Europe-Afrique Export, fondées par deux anciens de la bande à Denard aux Comores.

1. Bob Denard est mort en octobre 2007, quelques mois après avoir été condamné à quatre ans de prison dont trois avec sursis et 100 000 euros d'amende par la cour d'appel de Paris pour un coup d'État sur l'archipel des Comores en 1995. Pour l'assassinat du président comorien Ahmed Abdallah, auquel il participe en 1989, il a été acquitté au bénéfice du doute à Paris en 1999.

Je tiens un peu Claude sur le gril afin de bien évaluer son renseignement. Je reformule plusieurs fois et sous des formes différentes mes questions. C'est cohérent. Il y a bien eu un commando sud-africain et l'intervention d'un mercenaire d'origine française. Cela semble limpide. Du béton. Le témoignage de ma source est de première main.

Nous sommes le samedi 2 avril. J'aurais pu tranquillement passer ma journée à la maison ou m'accorder une longue balade avec mon chien, mais il y a urgence. Je décide de passer par la Centrale et de téléphoner au chef du contre-espionnage. Je dispose dans mon coffre d'un agenda comportant sa ligne personnelle. J'arrive à la Centrale, je présente mon badge, le garde m'ouvre la porte. Je suis inscrit sur la liste de ceux qui peuvent rentrer à toute heure du jour et de la nuit à la DGSE. À peine ai-je passé la sécurité et dit bonjour au personnel, je suis tout surpris de voir le chef CE, Alain Geoffroy, debout à côté de sa voiture, moteur tournant. Son air renfrogné montre qu'il n'est pas loin de me remonter les bretelles.

— Siramy, vous étiez passé où ? On a téléphoné partout, chez vous, sur votre ligne directe. Impossible de vous joindre. Nous avons une réunion place Beauvau avec Robert Pandraud¹ et les chefs de la police et des services. Il y a le DG qui doit déjà nous attendre.

J'avais raison, il est très remonté, mais je ne comprends pas pourquoi un petit rédacteur comme moi est invité au milieu de cet aréopage. D'autant que

1. Robert Pandraud est, entre 1986 et 1988, dans le gouvernement de Jacques Chirac, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, chargé de la sécurité.

ma tenue de week-end n'est pas vraiment adaptée à cette rencontre...

— Montez.

L'ordre est donné sèchement et il fait démarrer la voiture sur les chapeaux de roue.

— Mais, mon colonel, je ne suis pas habillé pour ce genre de réunion.

— Oui, mais vous êtes le seul à connaître l'affaire Dulcie September qui est en train de se transformer en affaire d'État.

— Justement, j'étais avec Claude... Sefora [le pseudonyme attribué par la DGSE à la source Claude M.]. Il voulait me donner des détails très intéressants.

Aparté avec le général Mermet

Le chef CE m'écoute en même temps qu'il roule à tombeau ouvert dans les rues parisiennes, pour une fois peu fréquentées. Je me demande si nous arriverons au ministère de l'Intérieur sans accident.

— Il faut en parler au général Mermet¹ avant le début de la rencontre avec tous les grands flics.

Les pneus crissent. J'ai le sentiment que nous allons de plus en plus vite pour nous retrouver dans un embouteillage monstrueux place Beauvau. Le fonctionnaire de garde, qui n'a pas été prévenu de la tenue d'une réunion, refuse d'ouvrir la porte. Les véhicules de fonction, rutilants, sont à touche-touche devant les grilles du ministère. Les chauffeurs sont beaucoup plus patients que les autorités qu'ils conduisent. Nous nous retrouvons derrière la voiture

1. Le directeur général, un aviateur nommé par Jacques Chirac.

du DG ; quand la voie sera dégagée, il sera plus facile de l'approcher avant qu'il aille saluer ses homologues.

Enfin, la lourde porte en fer forgé s'ouvre. Les voitures s'engouffrent sans respecter l'ordre hiérarchique. Le colonel Geoffroy se gare tant bien que mal à côté de la Renault Safrane du général Mermet et jaillit de sa Laguna. Il se précipite vers le DG et en quelques mots lui livre les informations que je lui ai données. Il se tourne vers moi et me montre du doigt. Le DG m'appelle.

— Mes respects, monsieur le directeur général.

— Bonjour, Siramy.

Il me regarde de la tête au pied. Lui aussi doit penser que j'ai plus le look dédié à une opération de terrain que celui approprié à un rendez-vous chez le ministre de l'Intérieur.

— Venez Siramy, on va se mettre dans un petit salon et vous me direz tout ce que vous savez.

Le colonel Geoffroy m'accompagne. Le DG sort une enveloppe au dos de laquelle il dessine un petit organigramme. Je suis impressionné par sa rapidité de compréhension. En quelques minutes, il a assimilé les renseignements que je viens de lui donner.

L'huissier nous appelle, la réunion commence. Les grands flics prennent la parole chacun à son tour et évoquent devant Robert Pandraud l'avancement de leurs recherches. Le général Mermet, lui, ne souffle mot.

À la fin, sur un geste de Pandraud, l'assistance se lève. Le ministre bourre une petite pipe avec deux cigarettes Gitane et le DG se dirige vers lui. Il lui glisse quelques mots à l'oreille et ils s'écartent dans un coin de la salle. Un conciliabule de quelques

minutes pendant lequel Robert Pandraud va prendre connaissance des trouvailles du contre-espionnage.

L'affaire est étouffée

Et après cela ? Rien. L'affaire s'arrêtera là. La presse se calmera. On ne me demandera pas de poursuivre les recherches sur Sanders et ses complices. Ce sujet ne m'appartient plus. J'en suis un peu déçu ; le dossier a dû être transmis à un service de police qui saura mieux que la DGSE gérer l'aspect lourdement politique de cette affaire. Il ne faut pas toujours chercher à comprendre. Bon nombre d'affaires échappent souvent à la Boîte sans qu'on sache vraiment pourquoi, mais le plus fréquemment pour des raisons de politique internationale.

L'assassinat de Dulcie September sur le sol français, probablement par un ancien militaire tricolore et un réseau à la solde du régime raciste de Pretoria : une affaire d'État aurait pu naître de telles circonstances et il n'en a rien été. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir œuvré pour la vérité... La presse évoquera néanmoins, plus tard, les soupçons contre Rouget.

C'est aussi ça le métier d'officier de renseignement. Admettre qu'on ne suit pas de bout en bout une affaire et avoir l'humilité de l'accepter. Plus tard, bien après la fin de l'apartheid, en avril 1998, devant la Commission Vérité et Réconciliation, en Afrique du Sud, le colonel Eugene De Kock, considéré comme le chef des escadrons de la mort de Pretoria, révélera que l'assassinat de Dulcie September avait été monté

par une structure de l'armée sud-africaine, le Bureau de la coopération civile. Encore plus tard, Richard Rouget sera arrêté en Afrique du Sud pour sa participation au recrutement de mercenaires pour la Côte d'Ivoire et condamné à cinq ans de prison avec sursis. Son implication dans l'affaire Dulcie September ne sera jamais démontrée.

Pour Motsepe, opération dans laquelle le nom du fameux Sanders a été évoqué aussi, après des années d'enquêtes infructueuses, les autorités belges ont, en 1992, prononcé un non-lieu, faute de preuves convaincantes.

Les mystérieux cahiers de Paul Touvier

Avril 1988. La société française n'a toujours pas tourné la page de son passé collaborationniste. Les haines restent fortes. Le premier procès d'un Français, Paul Touvier, pour crime contre l'humanité se déroulera dans les années à venir, mais il demeure inimaginable à l'heure actuelle. D'ailleurs il ne fait pas encore la une de la presse. Touvier, en fuite depuis quarante-cinq ans, ne sera arrêté que le 24 mai 1989 par la gendarmerie au prieuré Saint-Joseph à Nice. L'ancien chef de la milice de Lyon est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation et apparaît comme le responsable d'une longue liste de crimes : l'assassinat des octogénaires Victor et Hélène Basch¹, la rafle de Montmélian, les arrestations à la synagogue du quai de Tilsitt ou encore l'exécution des sept otages de Rillieux-la-Pape en juin 1944.

1. Victor Basch était un universitaire philosophe, cofondateur de la Ligue des droits de l'homme, dont il fut président. Il s'engagea dans le soutien au capitaine Dreyfus. Il s'opposa au nazisme et fut assassiné en 1944 par Paul Touvier, sur ordre des nazis.